

2x NON

aux initiatives
phytos extrêmes

Arguments contre l'initiative pour une eau potable propre



L'initiative populaire « Pour une eau potable propre et une alimentation saine » n'a rien à voir avec l'eau potable. **Elle a pour cible affichée les paiements directs.** Elle veut les supprimer à toutes les exploitations qui utilisent des produits phytosanitaires ou qui achètent des aliments pour leurs animaux. Ce qui touchera également l'agriculture biologique.



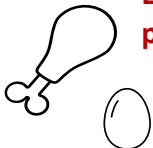
Ces revendications contredisent la demande du marché

Les consommatrices et consommateurs peuvent aujourd'hui faire leurs courses en fonction de leurs valeurs et de leurs souhaits. Il y a un produit labellisé pour combler chaque besoin. N'offrir que des produits suisses labellisés irait à l'encontre de la demande du marché.



Près de 160 000 emplois seraient fragilisés dans l'agriculture et l'industrie alimentaire

L'agriculture et l'industrie alimentaire suisses assurent plus de 300 000 emplois (équivalent temps plein). Pour plus de la moitié, ces emplois seraient directement impactés et menacés – il suffit de penser aux fromageries, aux boucheries, aux moulins, aux cidreries, aux entreprises de machines agricoles, aux exploitations commerciales et aux entreprises de transformation. S'y ajouteraient d'innombrables entreprises de construction locales, indirectement touchées. En particulier dans les régions périphériques et montagneuses ainsi qu'au niveau du premier échelon de transformation, il faut se préparer à un énorme changement structurel.



Les œufs, la viande de porc ou de poulet suisses deviendraient des produits de luxe ou disparaîtraient

L'initiative pour une eau potable induira une avalanche de directives qui restreindront énormément les agriculteurs dans leurs activités entrepreneuriales et feront augmenter les coûts de production. En seront particulièrement affectés, dans le domaine animal, la viande de volaille très appréciée, les œufs suisses très prisés et la viande de porc, la plus consommée.



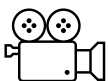
Il faut s'attendre à une diminution d'au moins 30 % des denrées alimentaires suisses

Les règlements hors marché limitent fortement la production nationale. Après adoption, le risque de cultiver diverses productions végétales serait trop élevé. Les familles de paysans devraient les abandonner ou renoncer aux paiements directs. S'ils y renonçaient, alors ils ne seraient plus tenus de respecter les normes écologiques qui y sont liées.



L'initiative est contre-productive

Deux études scientifiques montrent que l'initiative pour une eau potable propre finirait par avoir des effets néfastes sur l'environnement.



Vers la vidéo d'explication sur l'initiative pour une eau potable propre



www.non-initiatives-phytos-extremes.ch

Suivez « Initiatives phytos extrêmes Non »



2x NON

aux initiatives
phytos extrêmes

Arguments contre l'initiative sur les pesticides



L'initiative populaire « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » a pour but d'interdire toute utilisation de pesticides de synthèse dans l'agriculture et l'industrie alimentaire suisses. Les commerçants ne devraient plus importer que des denrées alimentaires qui ont été produites sans pesticides de synthèse.



Pas de liberté de choix ou violation des obligations de l'OMC

L'agriculture suisse n'aurait plus le droit de recourir aux pesticides de synthèse, l'industrie alimentaire plus le droit d'utiliser des biocides de synthèse. Seules les denrées alimentaires remplissant ces obligations pourraient entrer en Suisse. Les consommatrices et consommateurs n'auraient plus aucun choix, mais devraient tous se retourner vers ce type de « produits labellisés ». Imposer de telles obligations à l'importation enfreindrait les engagements contractés par la Suisse dans le cadre de l'OMC.



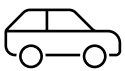
Émigration des entreprises de transformation à l'étranger

Aujourd'hui, la Suisse transforme beaucoup de cacao et de café. Si l'initiative devait être adoptée, 21 % de la production mondiale de café biologique et 50 % de la production mondiale de cacao biologique seraient nécessaires pour répondre aux besoins de l'industrie. Les obligations imposées à l'importation contraindraient les fabricants de produits alimentaires à délocaliser leur production à l'étranger.



Fort renchérissement de la nourriture

L'offre est réglementée par l'État. Ces revendications supplémentaires augmenteraient le prix des denrées alimentaires et renforceraient encore le caractère « d'îlot de cherté » de la Suisse.



Le tourisme alimentaire sera encouragé

Comme les réglementations n'auraient de valeur que pour la Suisse et que les prix augmenteraient unilatéralement, cela favorisera le tourisme alimentaire. C'est l'économie de la Suisse qui en pâtira.



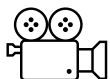
Recul de la sécurité et de la durée de conservation des denrées alimentaires

Pour le nettoyage de ses installations, l'industrie alimentaire a absolument besoin des biocides de synthèse. Sans eux, la qualité irréprochable des denrées alimentaires sera remise en question et la durée de leur conservation sera écourtée.



Augmentation des émissions et du gaspillage alimentaire

L'abandon des herbicides et l'utilisation de produits phytosanitaires biologiques obligent à travailler les champs beaucoup plus souvent (binage, plus de passages de traitement). En outre, comme il faut s'attendre à davantage de rebuts et à une durée de conservation plus mauvaise, non seulement les émissions de CO₂ de la production alimentaire, mais aussi le gaspillage augmenteraient.



Vers la vidéo d'explication sur l'initiative sur les pesticides

